

Ce CSA académique permet de mesurer concrètement les conséquences du budget d'austérité imposé au Service public d'Éducation, mais aussi aux collectivités qui peinent désormais à assurer l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'investissement dans les établissements scolaires. Les conditions dans lesquelles va se dérouler la rentrée 2026 sont les conséquences directes de la politique de l'offre menée depuis 2017 et poursuivie depuis, malgré les défaites électorales qui auraient dû conduire à minima à son inflexion. L'analyse du bilan économique de cette politique aurait dû, lui, conduire à son abandon, tant les inégalités ne cessent de progresser et le nombre de personnes en situation de grande pauvreté ne cesse d'augmenter. Les politiques éducatives violentes menées à l'égard de la jeunesse se poursuivent aussi malheureusement. Après parcoursup et le lycée Blanquer, après le choc des savoirs, après le parcours Y, qui se sont heureusement heurtés au mur de la résistance de nos professions, c'est désormais la démographie scolaire qui est invoquée pour continuer à maltraiter l'École. Les choix opérés par le gouvernement pour répondre à la baisse de la démographie scolaire dans les EPLE conduisent à : l'augmentation des effectifs dans les classes, des suppressions de classes, la hausse des HSA et un chantage inqualifiable de certain-es chef-fes d'établissement pour les imposer, la suppression d'options, notamment en EPS, ou des regroupements par niveaux de celles-ci, une nouvelle diminution des possibilités de dédoublement. Au final, baisse démographique rime avec dégradation des conditions d'apprentissages. Dans les collèges « en progrès », soi-disant préservés d'une baisse des moyens, tout cela se double parfois de discours culpabilisants, remettant en cause les compétences professionnelles des enseignant-es, la maltraitance institutionnelle est en effet « en progrès ».

Que dire des 55 suppressions de postes présentées dans le document de travail de ce CSA académique ? Qu'elles ne sont qu'une partie des retraits de moyens opérés, en effet les BMP se réduisent, mais aussi qu'elles se traduisent par 17 mesures de carte scolaire, ce qui entrainera la sclérose du mouvement intra dans de très nombreuses disciplines. Quant à la nécessité d'ouvrir des postes en LP, elle se traduira inévitablement par la hausse des postes vacants, conséquence du sous recrutement en CAPLP. Pour le dire prosaïquement, il y a des sous pour les porte-avions et les canons, pas pour l'Éducation ! C'est inacceptable, c'est irresponsable pour l'avenir de la jeunesse et du pays tout entier. Nous rappelons que pour retrouver, à la rentrée 2025, le taux d'encadrement, en heures postes, qui prévalait à la rentrée 2006, la création de 135 emplois en collège et de 158 emplois en lycée aurait été nécessaire.

C'est pour un budget rectificatif 2026 et un budget 2027 à la hauteur des enjeux que la FSU appelle à une semaine de mobilisations du 30 mars au 3 avril, avec grève mardi 31 mars : les dégradations des conditions d'enseignement ne peuvent plus continuer, la réparation de notre système éducatif doit être engagée. Face à une nouvelle vague inflationniste, alors que la précédente s'est traduite par un appauvrissement de nos professions, les salaires doivent être augmentés d'urgence !